

dépenses militaires Voilà la bataille des 2 % du PIB

DAVID COPPI
FRÉDÉRIC DELEPIERRE

Partout on réarme en Europe. Les dépenses militaires croissent vertigineusement. A commencer par l'Allemagne, à rebours de l'histoire : elle dégage 100 milliards d'euros pour moderniser son armée et veut consacrer au moins 2 % du PIB au budget Défense dès 2024. Les temps changent, et pour cause. L'Otan presse. Joe Biden va relancer son message auprès des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union, à Bruxelles. La Belgique s'adapte. Avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, Ludivine Dedonder avait signé un programme de réinvestissement qui fait grossir le budget de la Défense nationale de 1,1 % à 1,54 % du PIB à l'horizon 2030. Dix milliards d'euros, au total. Pas assez ? On l'a dit, c'était avant l'Ukraine et le grand réarmement. Le débat se rouvre chez nous. Faut-il atteindre 2 % du PIB à court terme ? L'option est sur la table du gouvernement fédéral, et du contrôle budgétaire dans les prochains jours. Un coup de sonde au sein de la majorité le montre : tous ne sont pas d'accord. L'opposition elle aussi est tiraillée.

Denis Ducarme, pour le MR, ne lésine pas : « On est toujours dans les derniers dans l'Otan, on s'est reposés avec naïveté sur le fait qu'il n'y avait plus de conflits en Europe alors, là, c'est clair, si on a le sens des responsabilités, il faut que d'ici 2030, on soit à 2 % ».

Au contraire, le CD&V freine, écoutez son porte-parole : « Avec ce gouvernement, nous avons accru de manière substantielle les moyens de la Défense, nous visons 1,54 % du PIB en 2030, c'est un gros effort. Il n'est pas question d'aller au-delà. Du reste, ce qui compte, a fortiori dans le contexte actuel, c'est notamment la coordination européenne, l'idée de développer une Défense commune ».

Ecolo est dans le ton : « 1,54 % du PIB, c'est la ligne imprimée par le gouvernement, et on en reste là. » Les verts complètent : « La crise qui nous occupe aujourd'hui ne doit pas mener à une nouvelle course à l'armement. Et l'augmentation des budgets militaires ne peut se faire au détriment des budgets sociaux et de ceux nécessaires à la transition juste. Nous devons aujourd'hui investir politiquement dans l'Europe de la Défense. Il faut également relancer et donner suffisamment de place aux "armes" diplomatiques. Fondamentalement, une de nos priorités est de contribuer à une interdiction générale des armes nucléaires ».

Fétichisme

Au milieu, le PS est modérément ouvert : « 2 % ? Nous n'avons pas le fétichisme du pourcentage, tout dépend du contexte géopolitique, de l'évolution du conflit », calibre-t-on auprès de Paul Magnette. « Et quoi qu'il en soit, les choix budgétaires doivent être équilibrés, l'investissement dans l'armée ne peut pas se faire au détriment d'autres domaines, comme le social. » Ancien ministre de la Défense, André Flahaut recadre à son tour : « Ceux qui disent que la Belgique ne fait rien mentent : on assure toujours notre présence sur le terrain, on l'a vu au Kosovo, à Kaboul, à Kunduz, ailleurs. On participe aussi à des missions innovantes. Alors, je sais, 2 % du PIB, c'est la préoccupation première de certains. La déclaration gouvernementale dit qu'on va tendre vers ces 2 %. Si on les atteint mais pour acheter des choses pas utiles, ça ne sert à rien. Il est préférable de dépenser mieux en mutualisant avec d'autres pays européens ».

Dans les flancs du PS et d'Ecolo, le PTB se détache à l'extrême gauche, comme il le fait depuis l'offensive russe en Ukraine. Nabil Boukili expédie : « On avait déjà dérogé 10 milliards avant l'éclatement de la guerre en Ukraine, ce



L'Otan presse pour augmenter les dépenses militaires. Joe Biden va le rappeler aux partenaires européens dès ce jeudi. © AFP

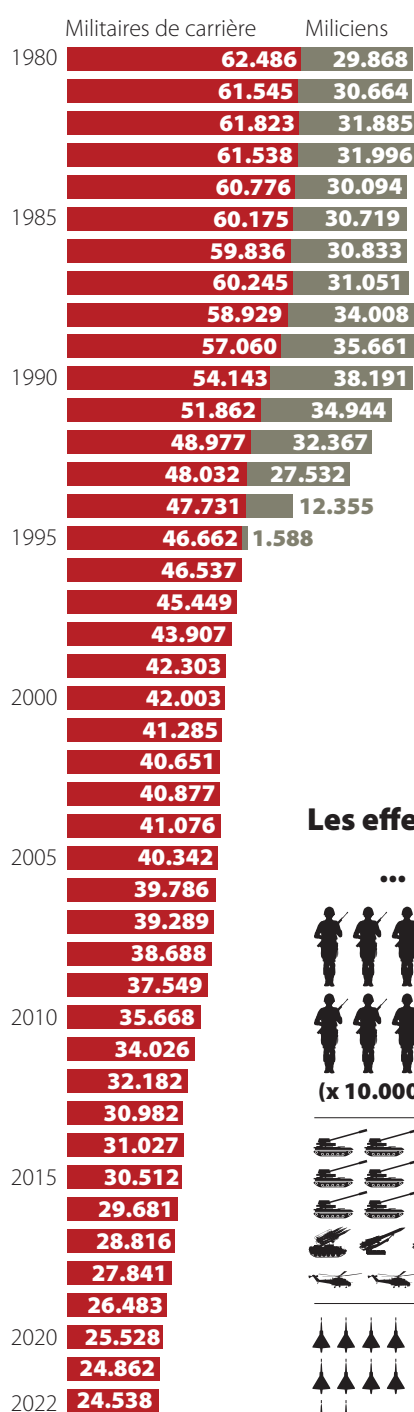
qui est très surprenant d'ailleurs de la part de socialistes et d'écologistes qui s'étaient opposés radicalement aux dépenses militaires sous la suédoise. Je sais qu'une partie des investissements en Belgique vont vers le personnel, la revalorisation des métiers, mais soyons clairs, l'essentiel, c'est de l'armement. Dire que la Belgique s'était distinguée dans le déminage au Liban... » La guerre en Ukraine ne bouleverse-t-elle pas la donne ? Le même conteste : « L'engagement militaire de l'Otan est 17 fois supérieur financièrement à celui de la Russie : que veut-on ?, arriver à 18 fois ?, 19 fois ?, et qu'est-ce que ça changera ? C'est insensé. Oui, l'agression par la Russie est un fait majeur, il y a une lourde menace, évidemment, mais ce n'est pas en accroissant encore notre arsenal qu'on répondra à cela, d'aucune façon. Et puis, où veut-on aller ? Où cela va-t-il nous mener ? Quand basculera-t-on dans l'autre politique, la désescalade, le désarmement ? »

Un oiseau pour le chat

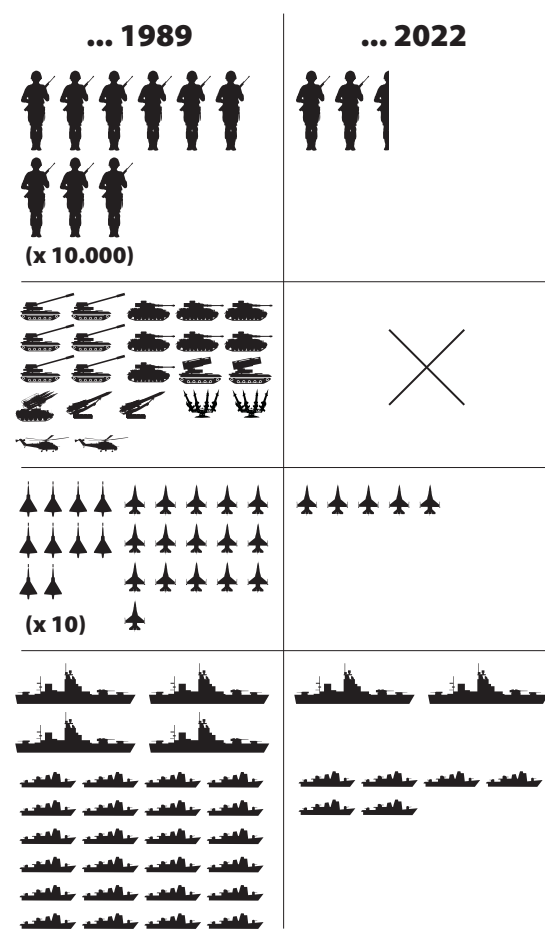
Très loin de là, Theo Francken endosse l'uniforme au nom de la N-VA, il est infatigable en commission comme en séance plénière à la Chambre, toujours il sonne la charge : « J'ai déposé un texte de loi, avec mes collègues Peter Buysrogge et Darya Safaïa, pour demander au gouvernement d'ajuster la trajectoire de croissance budgétaire de la Défense en vue de 2030 afin de rejoindre l'objectif minimum de l'Otan de 2 % du PIB. Conformément à nos engagements internationaux. Ah ! oui, quand Trump disait que nous, Européens, devions faire l'effort, on haussait les épaules, mais maintenant, c'est Biden, et la guerre, alors... Notre arsenal est dans un état pitoyable : zéro tank, pas d'artillerie, les casernes dans un sale état ! Le vent a changé, chez nous aussi. Les socialistes sont devenus réalistes, les verts, même chose. Ils disent maintenant ce que je dis depuis des années. En 2019, les socialistes flamands faisaient campagne avec une affiche qui opposait les investissements dans les maisons de repos et l'achat d'avions de combat... Là, maintenant, ils veulent de l'armement. On y arrive. »

Inattendu, Georges Dallemagne appuie pour « Les Engagés » (ex-CDH) : « On a baissé la garde il y a longtemps. Après la guerre froide, on est passés à 60.000 militaires pour ne plus en avoir que 25.000 aujourd'hui. Le budget a fondu de ministre en ministre, conçu comme une variable d'ajustement. Notre sécurité dépend maintenant des efforts des autres. On s'est protégés derrière les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne. On est avant-dernier à l'Otan devant le Luxembourg. Avec Poutine, on découvre un nouveau paradigme. Comme la Chine et la Turquie, il est capable d'utiliser la force. Il faut être capables de les dissuader, de s'armer correctement sinon on est un oiseau pour le chat. L'armée coûte trop pour en faire une organisation non gouvernementale. Il faut des capacités de combat. Pensez : Liège fabrique des tourelles de chars mais nous n'avons plus de chars ! »

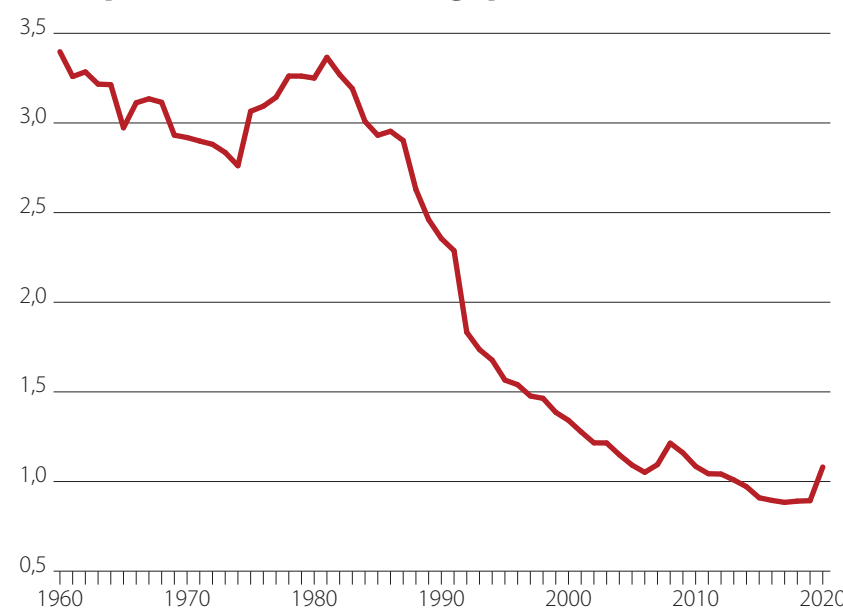
Les effectifs de l'armée belge



Les effectifs et le matériel en...



Les dépenses militaires en Belgique (en % du PIB)



La statue du commandeur

Un zeste de fantaisie dans ce roman noir qu'est une guerre : la statue d'un chevalier en armure, une épée dans les mains, veillait à un point de contrôle à la périphérie de Kiev, hier mercredi 23.



© EPA

Certaines unités ne séduisent pas les jeunes

« La reconstruction entamée par le ministre Ludivine Dedonder dans le recrutement du personnel est une bonne chose mais ce jeune personnel mettra un certain temps à acquérir une expérience nécessaire pour fonctionner de façon optimale. De plus, dans certains cas, la Défense n'a plus les cadres pour former et encadrer les jeunes. » Le constat est opéré par Tony Bargibant, secrétaire permanent de la CGSP Défense. Il est partagé par le général-major Pierre Gérard, commandant de la composante Terre, particulièrement touchée par ces problèmes d'effectifs. Même si une lueur d'espoir apparaît. « Au sein des unités de combat, la situation du personnel revient à peu près sous contrôle en termes d'effectif. Mais il y a deux bémols. D'une part, les bataillons sont alimentés avec du personnel extrêmement jeune. Les effectifs se stabilisent enfin mais au détriment des plus expérimentés. On a suffisamment de soldats et de sous-officiers mais ils sont très jeunes. D'autre part, toutes les unités ne sont pas logées à la même enseigne. Plus une unité est technique, moins ce que je viens de dire est vrai. C'est le cas pour le génie, la reconnaissance et l'artillerie, car ce sont des jobs plus techniques. On a du mal à recruter des techniciens. Le pire, c'est dans les unités de transmissions, qui sont les plus techniques. Il y a une réelle concurrence entre le privé et la Défense. Ça n'est peut-être pas toujours lié au salaire mais plutôt à la qualité de vie. » F.DE.

ABONNÉS



A lire sur notre site : « Rémi, Mathilde et Océane, trois jeunes recrues qui ont été séduites par l'armée. »